

*L'économie de l'Algérie*, par R. GENDARME. (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques — Institut d'Études politiques d'Alger. Un vol., 6 po. x 9½, broché, 379 pages. — LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, blvd Saint-Michel, Paris V<sup>e</sup>, 1959

A. P.

Volume 35, numéro 3, octobre–décembre 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001680ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001680ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

P., A. (1959). Compte rendu de [*L'économie de l'Algérie*, par R. GENDARME. (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques — Institut d'Études politiques d'Alger. Un vol., 6 po. x 9½, broché, 379 pages. — LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, blvd Saint-Michel, Paris V<sup>e</sup>, 1959)]. *L'Actualité économique*, 35(3), 522–524. <https://doi.org/10.7202/1001680ar>

En somme, le Professeur Hood n'a pas cru utile de dissocier théorie et réalité économiques. C'est notre chance. Quant à lui, il a fait preuve de bon sens, sans nuire à la rigueur de ses raisonnements. Kant l'aurait-il guidé dans sa recherche, lui qui écrivait tout bonnement ce que nous oublions trop souvent: «Penser, c'est juger»?

Jean Mehling

**L'économie de l'Algérie**, par R. GENDARME. (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques — Institut d'Études politiques d'Alger. Un vol., 6 po. × 9½, broché, 379 pages. — LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, blvd Saint-Michel, Paris V<sup>e</sup>, 1959.

L'auteur, dès le début, pose le problème algérien comme celui de la faim et de la misère. Problème commun à la plupart des pays sous-développés et qui, de plus en plus, retient l'attention des économistes et des sociologues. Selon François Perroux, l'économie sous-développée est définie comme celle «où les coûts de l'homme ne sont pas couverts». R. Gendarme cherche à savoir si cette définition s'applique à l'Algérie, et pour répondre à cette question il décrit tout d'abord l'économie algérienne.

Du point de vue agricole, sa production reste importante et son sol fournit, en outre, du minerai de fer et du phosphate, du zinc, du plomb et, en quantité moindre, de la houille et du pétrole. Le secteur industriel reste faiblement développé dans son ensemble et il faut faire appel aux importations. Toujours selon la définition de François Perroux, une économie sous-développée est celle «qui est désarticulée, exposée continuellement à des blocages de développement ou de croissance». Dans le cas de l'Algérie, l'auteur distingue quatre facteurs de blocage.

Tout d'abord, le déséquilibre entre la poussée démographique de la population et l'augmentation de la production agricole qui est due principalement à la mauvaise exploitation juridique et technique des terres appartenant aux musulmans, et à la trop rapide mécanisation de la culture dite évoluée. Ensuite, la faiblesse du secteur industriel incapable d'absorber la main-d'œuvre disponible, inemployée ou mal employée sur les terres. Troisièmement, le manque de capitaux qui provoque un déséquilibre entre les investissements publics et les investissements privés au détriment de ces derniers, d'où l'ingérence continue de l'État dans le domaine économique et souvent une orientation tout à fait artificielle de la structure du marché. Quatrièmement, une balance commerciale toujours déficitaire, ce qui toutefois peut être considéré comme temporaire et inhérent au développement du pays.

Il est incontestable, en outre, qu'on s'attaque aux problèmes des pays sous-développés avec des méthodes applicables dans le monde occidental. Ces critères font estimer à tort que l'Algérie est sous-administrée. Or elle est plutôt mal administrée, car étant donné le niveau économique atteint, le secteur tertiaire, artificiel, a atteint une importance disproportionnée par rapport à la croissance.

L'Algérie est sous-développée à cause de sa tendance naturelle, ainsi qu'à cause de la résistance des facteurs socio-culturelles; elle souffre, en outre, des effets économiques de la domination politique. La mauvaise exploitation du sol, l'élevage orienté surtout vers l'autoconsommation, les ressources minières médiocres, abstraction faite des découvertes récentes, et la dépendance de leur exploitation aux prix mondiaux, voici les causes principales de la pauvreté de ce pays. À cela s'ajoute le manque d'énergie électrique dont la production et la distribution sont grevées de charges particulièrement lourdes dues à la trop petite taille des centrales et à la dispersion de la consommation. Dans le domaine des transports, la configuration géographique, la réglementation autoritaire et le manque d'harmonie provoquent une cherté qui influence la localisation de l'industrie et favorise le développement de certaines régions au détriment des autres. En outre, l'état d'esprit du musulman le pousse vers la stagnation et non pas vers le développement économique, encore que l'expérience de Kemal Ataturk démontre qu'on peut vaincre cet obstacle.

En ce qui concerne les Européens vivant en Algérie, ils se sont orientés surtout vers le secteur agricole et vers le secteur tertiaire en recherchant des postes dans l'administration. La majorité ne dispose pas de capitaux importants et ne peut se lancer dans l'industrie.

Il est toujours dangereux de tirer des conclusions d'ensemble sans s'attacher à l'étude de chaque région en particulier. Ainsi, l'auteur passe en revue d'abord la région d'Alger qui se développe vite, ensuite la Kabylie, région dont la pauvreté est considérée parfois comme irrémédiable et qui représente des possibilités de développement industriel grâce à une main-d'œuvre particulièrement apte et à des ressources énergétiques. La région de Bône, ville qui est en même temps un port et qui de ce fait est actuellement un centre de développement industriel, et la région de Constantine qui tout en restant agricole peut améliorer sensiblement son rendement. Les autres terres, sur lesquelles vit 65 p.c. de la population, restent sous-développées et ne parviennent pas à nourrir l'accroissement constant de ses habitants. Il reste possible, toutefois, de changer cet état de choses si la politique de développement économique de l'ensemble du pays tient compte des réalités régionales.

Les données du problème ont changé subitement grâce à la découverte de nouvelles sources d'énergie et certains experts considèrent que d'ores et déjà la croissance de l'Algérie est assurée. Les champs pétrolifères attireront, bien entendu, des capitaux susceptibles de donner un départ à la première phase économique qui est souvent le plus difficile à obtenir, de même que le gaz naturel fournira une énergie à bon marché et attirera l'industrie.

Deux autres goulots d'étranglement existent encore cependant: l'essor démographique trop élevé et le manque de formation professionnelle. Il faut donc freiner l'essor démographique par l'augmentation du niveau de vie, l'émancipation des femmes et l'éducation des masses. En ce qui concerne la formation professionnelle, les entreprises pourraient créer des centres de formation qui leur profiteraient par la suite.

Au départ, il faudrait favoriser surtout le développement de l'industrie proche du consommateur en important les produits semi-finis et de biens d'équipement, et provoquer ainsi une demande suffisante pour entraîner le développement des industries d'autres types. Les pouvoirs publics devraient encourager des blocs de développement tels que le pétrole, les textiles et le bâtiment. Dans le domaine agricole, la coopérative de production pourrait lutter efficacement avec les techniques archaïques, l'indolence des exploitants et la tendance à l'autoconsommation. Sur le plan du commerce extérieur, l'établissement en Algérie de filiales des grandes firmes métropolitaines pourrait éviter une concurrence dangereuse pour la jeune industrie algérienne.

Certains nationalistes déclarent que la découverte du pétrole permet à l'Algérie de sortir de l'orbite française et se développer indépendamment. Pour l'auteur, c'est une utopie: on a calculé qu'au cours des années 1960-1970 les redevances rapporteront 455 milliards de francs; or les besoins du développement économique algérien pour la même période seront de 4,711 milliards de francs. Il est possible, par contre, d'envisager l'avenir algérien dans un ensemble formé par le Maroc et la Tunisie sans toutefois oublier que le cadre plus large est indispensable, celui de l'espace européen. Le Marché Commun placera en effet l'Algérie dans la situation défavorable du pays qui vend ses matières premières en échange des produits industriels; si la France désire un développement réel de l'économie algérienne, elle est forcée de la protéger contre une telle position.

Le livre de R. Gendarme constitue un document intéressant qui éclaire d'un jour nouveau la question algérienne. Il s'agit d'un travail d'observateur, et non pas de politicien, libre de passions et d'opinions influencées par la propagande. C'est, en outre, une analyse profondément humaine et pourtant dépourvue de toute sensiblerie, de tout optimisme utopique et de mauvais aloi. A.P.

**Étude des initiatives internationales en vue de la stabilisation des marchés des produits de base**, par HARVEY FRANÇOIS WILKINSON. Un vol., 6½ po. × 10, broché, 162 pages. — LIBRAIRIE E. DROZ, 8, rue Dirdaine, Genève, 1959. (15 frs.).

L'inélasticité des produits de base qui conduit à des fluctuations violentes des prix, du volume des exportations et des recettes des pays producteurs compliquerait déjà suffisamment le commerce de ces produits. Or, après la première grande guerre, le désir des pays industriels d'éviter une trop grande dépendance à l'égard de l'étranger, les effets catastrophiques de la chute mondiale des prix après 1929, la menace de guerre qui accrût le désir d'autarcie sur la fin de la crise, ont poussé les pays à l'adoption de mesures nationales d'abord, puis internationales à partir de 1931, qui ont eu pour résultat de rendre de plus en plus compliqué le commerce international des produits de base. Enfin, au cours de la dernière guerre et de la phase de reconstruction, le besoin d'une certaine direction sur le plan international s'est révélé nécessaire en ce qui concerne de nombreux produits de base. Cette direction est assurée par différents organismes qui ont engagé des